

Convention collective départementale

IDCC : 1572. – **MÉTALLURGIE**
(CHARENTE)

(12 décembre 1989)

(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)

(Etendue par arrêté du 29 octobre 1990,
Journal officiel du 1^{er} novembre 1990)

■ *Journal officiel* du 12 janvier 2010

**Arrêté du 7 janvier 2010 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective de la métallurgie de la
Charente (n° 1572)**

NOR : MTST1000594A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1990 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 15 décembre 2008, portant extension de la convention collective
de la métallurgie de la Charente du 12 décembre 1989 et des textes qui l'ont
modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 21 septembre 2009 relatif aux taux effectifs garantis
annuels et aux salaires minima (barème annexé), conclu dans le cadre de la
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 décembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de la métal-
lurgie de la Charente du 12 décembre 1989 et à l'exclusion de la réparation

d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 21 septembre 2009 relatif aux taux effectifs garantis annuels et aux salaires minima (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/47, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.